

La défaite de la dissidence FSSS et FAE du Front commun

Le grand reniement tous azimuts

S'annonce une très probable défaite presque sans combat du Front commun malgré une dissidence de sa plus importante fédération, celle des travailleuses non professionnelles de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN représentant 110 000 personnes dont 80% sont des femmes), et celle représentant le tiers des professeures du primaire et du secondaire hors Front commun (FAE, 34 000 personnes, 75% femmes). Reste la ratification par les syndicats de base de la dissidence. Elle semble aller de soi depuis que, suite à l'absence de mobilisation depuis quatre mois, s'est installée l'idée que la riposte est devenue impossible d'où la peur d'un mauvais décret.

Déjà la FAE a baissé pavillon mais non sans que trois syndicats sur huit et 30% de ses membres rejettent l'entente dite bonifiée. Le vote de ratification de la FSSS aura lieu d'ici la fin avril et s'annonce dans les mêmes eaux... mais sait-on jamais. Quelques directions de syndicats locaux ont officiellement enregistré leur dissidence auprès de la Fédération pour avoir le droit de recommander à leurs membres le rejet de l'entente bonifiée. (C'est dire le degré de contrôle bureaucratique au sein de cette fédération réputée une des plus démocratiques du Québec.)

Il eut bien des grèves rotatives d'une journée en octobre et novembre 2015. Mais dès la fin novembre la direction du Front commun coupa unilatéralement de moitié ses demandes salariales sans compter que d'entrée de jeu les demandes syndicales faisaient l'impasse sur la lutte contre les coupes et contre la privatisation rendant difficile l'unité populaire au sein d'une lutte commune contre l'austérité. Pire, le Front commun annulait la grève générale de trois jours prévue au début décembre malgré sa limitation due au carcan de la loi des services essentiels.

Toute mobilisation annulée et sans jamais qu'elle ne reprit, fin décembre la direction du Front commun s'entendit avec Québec sur une nouvelle entente pourrie qui fut majoritairement mais non unanimement ratifiée comme on l'a dit. L'espoir d'une reprise de la lutte fut rapidement déçu par la stratégie des directions des fédérations dissidentes de négociations à mort sans construire un rapport de forces autre que le rejet, une modeste manifestation locale de la seule FAE et quelques opérations de commando lors de la semaine anti-budget de la Coalition mains rouges.

Les grandes manœuvres de la bureaucratie syndicale

Pourtant, au conseil fédéral de la FSSS du début mars, plusieurs syndicats n'étaient d'accord ni avec les demandes minimalistes de la direction de la FSSS ni avec le plan d'action dont l'essentiel était une manifestation nationale en avril. Ils voulaient utiliser les 10 jours de grève votées pour en revenir aux demandes salariales de la mi-novembre, déjà un important saut arrière par rapport aux demandes initiales. Comme la démobilitation qui durait depuis trois mois avait déjà incité plus du quart des syndicats de la FSSS à accepter l'entente, cette résolution qui impliquait un défi à une loi spéciale a été battue. Les directions syndicales auront su habilement manœuvrer par un jeu de rôle entre le mauvais gars, la direction du Front commun, et le bon gars, les directions de la FSSS et de la FAE, pour amener la base à accepter l'inacceptable. Elles ont en vue le maraudage qui s'en vient. La direction de la FSSS (et celle de la FAE) veut en sortir gagnante tout en étant un tampon protecteur pour celle de la CSN, la confédération dont elle est membre.

Cette bureaucratie tient à sa sécurité d'emploi et à ses hauts salaires issus des cotisations. Cette caste est prise en sandwich entre le gouvernement et la base syndicale. D'où l'importance de renforcer la démocratie (assemblées générales fréquentes, conseils d'établissements ou de déléguées) pour que la base contrôle. Faute de cette mue démocratique, la base syndicale sera toujours à la remorque de cette bureaucratie quitte à toujours « *en chialer une shot* » pour finalement devoir se contenter de réagir à sa politique capitularde sous des dehors de discours ronflants. Cette bureaucratie est très habile d'autant plus qu'elle connaît bien son monde. Il y a une dialectique perverse entre ce qu'elle veut et les attentes de la base qui finit par s'ajuster à ce qui

leur semble possible. Pourtant, au départ au moment de la mobilisation contre la loi 10, il s'agissait bien d'une lutte contre l'austérité que pouvait comprendre le grand public, essentiellement contre les coupes, ce qui est moins évident quand il s'agit de lutte contre les seuls bas salaires.

Le mauvais souvenir de l'éléphant dans la pièce

Ce serait la troisième défaite consécutive à plate couture du vaste secteur public et parapublic syndiqué, environ 600 000 personnes pour une population en emploi de 4.1 millions, après celle de 2005, terminée par une loi spéciale sans riposte, et celle de 2010, terminée par une ratification, sans dissidence fédérative, d'un contrat pourri poussé à la hussarde en pleine vacance estivale par les directions syndicales. Le printemps 2016 s'annonce comme un désert social en comparaison du verdoyant Printemps 2015 et, il va sans dire, en comparaison du luxuriant Printemps érable de 2012. Avouons cependant que ces deux Printemps prometteurs ont été congelés par le vent glacial de la bureaucratie syndicale une fois amorcés, et développé en 2012, par le mouvement étudiant.

Cette défaite appréhendée de la dissidence du Front commun fut tacitement approuvée par les gauches syndicales organisées hors et dans Québec solidaire tant par leur retard à soutenir le rejet et leur silence sur le plan d'action que par leur passivité militante sur fond d'absence de convocation de leurs assemblées générales et d'interventions au sein du mouvement syndical. La direction de Québec solidaire, poussant jusqu'à l'absurde le consensus électoraliste, finit sur le tard par approuver tant le camp capitulard que celui de la dissidence puis se tut.

La Coalition mains rouges mena sa lutte anti-budget, appuyée sans mobilisation sérieuse par les centrales et fédérations tant capitulardes que dissidentes, en faisant comme si la lutte du Front commun et sa dissidence n'existaient pas. La Fédération des femmes du Québec ignora la lutte du Front commun, et encore plus sa dissidence, malgré qu'il soit le grand bastion organisé des femmes prolétaires. Même l'ASSÉ, peut-être échaudée par ses propres tensions internes lors du Printemps 2015, oublia la dissidence une fois qu'elle eut appuyé la lutte du Front commun.

Abandon général du plus grand contingent des femmes prolétaires prêtes au combat

Dans ces conditions d'isolement la marche paraît trop haute vers une grève sociale avec tout le peuple des 99% encaissant les coupes. S'adossant sur cette défaite appréhendée qu'il tient pour acquise, le gouvernement québécois fonce droit devant pour démanteler le réseau public de garderies, pour transformer l'aide sociale en un programme de travail obligatoire et, *last but not least*, pour accélérer la privatisation du réseau de la santé en asphyxiant les CLSC au profit des cliniques médicales privées se transformant peu à peu en petits hôpitaux se spécialisant dans les seuls soins de santé lucratifs. (Pour ce qui est du système scolaire, le Québec est déjà le champion canadien des écoles privées généreusement subventionnées.) En parallèle, Québec s'apprête à rendre complètement inefficace le droit de grève des travailleurs municipaux en donnant aux municipalités un droit final d'arbitrage et à laisser Uber détruire les emplois des chauffeurs de taxi.

Abandonnées par la gauche syndicale et par la gauche politique, y compris leur gauche anticapitaliste se dépêchant de faire des post-mortem, les travailleuses de la santé s'apprêtent à avaler la couleuvre, à se contenter de leurs bas salaires et à endurer des conditions de travail infernales. Tous et toutes, des Libéraux jusqu'à la gauche de la gauche, auront abandonné à leur sort le plus grand contingent organisé des femmes prolétaires qui par leur dissidence avaient signalé leur volonté de monter aux barricades. Sont sans doute plus rassurants les routinières mini-manifs contre l'austérité, les éternelles pétitions contre l'oléoduc Énergie Est et les débats sans fin sur la Constituante et sur la définition du féminisme. À moins d'un rebondissement...

Marc Bonhomme, 30 mars 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca